

**BUREAUX**  
 ROUBAIX - 49-51, Grande-Rue. Tél. 27.28, 27.29 et 27.34.  
 TOURCOING - 22, rue Carnot. Tél. 37.  
 LILLE - 3, rue Faidherbe. Tél. 529.51.  
 PARIS - 28, boulevard Folsomière. Tél. Provence. 77.84.  
 MOUBRON - 108, rue de la Station. Tél. 5.44.

**ANCIENS DIRECTEURS :**  
 Jean Reboux  
 Alfred Reboux  
 Madame Alfred Reboux

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Pour vendre une marchandise il faut la montrer à l'acheteur... On peut-on mieux la lui présenter que dans la presse?

La singulière manifestation de la Chambre romaine

## LES REVENDICATIONS ITALIENNES VISANT LA CORSE ET LA TUNISIE soulèvent l'indignation unanime en France et en Afrique du Nord



La foule, devant la Chambre des députés italienne, attendant de connaître les termes du discours du comte Ciano. (Ph. N.Y.T.)

DE NOMBREUSES MANIFESTATIONS DE PROTESTATION ONT LIEU

Notre ambassadeur a été chargé de protester à Rome et M. Georges Bonnet a exprimé la réprobation française à l'ambassadeur d'Italie

Un journal romain déclare que l'Italie est prête à marcher même contre la France, si c'est nécessaire

## Les convoitises italiennes en Afrique du Nord

PARIS, 2 DÉCEMBRE (Minuit).

La France qui, depuis l'alerte de septembre dernier, recommençait de respirer un peu, se retrouve placée soudain devant un problème international dont il est difficile de nier le caractère préoccupant. Les manifestations irrépressibles qui ont eu lieu, mercredi dernier, à la Chambre italienne ne sont pas, en effet, l'expression de quelques voix isolées. En Italie fasciste, personne n'oserait crier : « La Corse ! La Tunisie ! » sans être assuré de répondre au désir des personnages consulaires. D'ailleurs, la campagne de presse qui a suivi ces cris spontanés leur donne leur véritable signification. Tous les observateurs attentifs des choses italiennes soulignent dans leurs correspondances romaines que nous assistons au début d'une violente offensive de l'Italie contre la France, ou tout au moins contre ses possessions africaines.

Cette offensive a été déclenchée le jour même de la tentative de grève générale en France. Simple coïncidence ? Ces mêmes observateurs croient plutôt que le moment semblait bien choisi par les dirigeants fascistes pour faire connaître leurs revendications. Les journaux transalpins, avant le 30 novembre, consacraient aux menaces de nos politiciens extrémistes de longs articles concluant à la décadence irrémédiable de l'autorité en France. C'est dans ces conditions que l'Italie a cru devoir jouer une suprême partie pour acquérir de nouveaux avantages coloniaux et, surtout, pour prendre pied définitivement dans le monde musulman où le Duce veut se poser en libérateur.

Les revendications italiennes se produisent en même temps que deux faits avec lesquels elles semblent difficilement conciliables. D'une part, l'Italie recherche l'amitié de l'Angleterre et invite à Rome M. Chamberlain. D'autre part, M. von Ribbentrop vient en France pour nous assurer des bonnes intentions de l'Allemagne à notre égard. Que signifie tout cet imbroglio ? Il appartient au gouvernement français de tirer au clair ces contradictions. Après de l'Angleterre, il a déjà agi, soucieux de maintenir en toutes circonstances les liens étroits qui existent entre les deux grandes démocraties d'Europe dont l'union contrarie les desseins des hommes belliqueux.

Quant à l'Allemagne, elle doit nous dire si elle approuve la revendication italienne sur des terres françaises. Il est clair que tout rapprochement franco-allemand serait difficile, si nous n'obtenions pas de Berlin des apaisements à cet égard.

René ROUSSEAU.

Paris, 2 décembre. — Les incidents qui se sont déroulés à Rome à la suite du discours du comte Ciano, et les commentaires dont la presse italienne les a fait suivre ont soulevé dans toute la France une légitime émotion et l'opinion française est unanime à repousser avec indignation les nouvelles prétentions fascistes.

A la demande de M. Georges Bonnet, M. Guariglia, le nouvel ambassadeur d'Italie à Paris, est venu jeudi soir au ministère des Affaires étrangères. L'entretien qui s'est déroulé n'a fait l'objet d'aucun communiqué, mais il est certain qu'en la circonstance le gouvernement français a pu préciser nettement son attitude.

En même temps, M. François-Poncet a été chargé de présenter d'énergiques observations à Rome.

Une manifestation patriotique s'est déroulée jeudi soir à Bastia

Dimanche aura lieu une grande démonstration contre les propos tenus à Rome

Bastia, 2 décembre. — Jeudi soir, vers 18 h., à la suite de la distribution de tracts invitant les Corsais à se rassembler place Saint-Nicolas, pour protester contre la manifestation de la Chambre italienne, des groupes se formèrent dans Bastia et parcoururent le boulevard Paoli, en chantant « La Marseillaise ».

Les manifestants furent facilement dispersés par la police et la gendarmerie. A 19 h., tout rentra dans le calme.

Dimanche aura lieu une grande manifestation de protestation contre les propos tenus à Rome. Vendredi soir s'est tenue une réunion préparatoire des présidents des comités des diverses corporations et syndicats.

## La réouverture de la saison d'opéra à New-York



La grande cantatrice française LILY PONS, arrivant à l'Opéra de New-York en compagnie de son mari, le chef d'orchestre ANDRÉ KOSTELANETZ. (Ph. Keystone.)

L'échec de la tentative du 30 novembre

## LE GOUVERNEMENT fait appel à l'esprit de collaboration des patrons et des ouvriers

Toutes les entreprises doivent être en mesure de reprendre leur fonctionnement normal, déclare M. Daladier

Il ne peut être question de toucher aux conventions collectives ; seuls, les contrats individuels de travail ont pu être rompus par le fait de grève.

Paris, 2 décembre. — M. Daladier s'est entretenu, vendredi matin, avec MM. Guy La Chambre, ministre de l'Air ; Paul Reynaud, ministre des Finances, et Campinchi, ministre de la Marine, des sanctions qui seront prises pour faits de grève. De son côté, M. Pomaret, ministre du Travail, a envisagé avec M. Clapier, directeur du cabinet de M. Daladier, l'évolution des divers conflits sociaux en voie de règlement et la situation créée par la fermeture momentanée de plusieurs usines.

En quittant la présidence du Conseil, le ministre du Travail a déclaré qu'un appel allait être adressé par le gouvernement aux chefs d'entreprise pour que ceux-ci favorisent l'apaisement social souhaité par le gouvernement en faisant preuve de modération dans les décisions qui doivent être prises après la grève.

Enfin, le président du Conseil s'est entretenu avec M. Chichery, président du groupe radical de la Chambre, de la préparation de la réforme électorale.

Dans la soirée, en quittant le ministère de la Guerre, M. Edouard Daladier a fait la déclaration suivante : « Le gouvernement a déjà fait appel à l'esprit de collaboration et de compréhension mutuelle qui doit inspirer les patrons et les ouvriers, surtout à l'heure où l'immense majorité des ouvriers et des employés de France ont refusé de répondre à l'ordre de grève générale. Il a donné des instructions à tous les préfets, afin qu'ils veillent à la reprise du travail le plus rapidement possible dans toutes les entreprises. (Lire la suite page 2.) »

## LE NOUVEAU CABINET TCHÉCOSLOVAQUE



Voici, après l'élection à la présidence de M. Hacha, alors qu'ils écoutent l'hymne national, de gauche à droite : Docteur Malypetr, le président Hacha, M. Soukup et le général Sirovy. (Ph. N.Y.T.)

Libres propos

## N'AVOUEZ JAMAIS !

Soumis par la C.G.T. à un conformisme officiel, les journaux socialistes et communistes ont nié l'échec de la grève générale. Le désastre subi au vu et au su de la France entière, ils l'ont tout simplement transformé en une brillante victoire. Et ceux, par exemple, qui ne lient que l'humanité, resteront peut-être convaincus que « la grève fut un magnifique mouvement ».

Bien entendu, cela ne change rien à la réalité des faits, mais cette falsification patente et habituelle de la vérité, ce bourrage de crâne systématique expliquent sans doute pourquoi les « masses » qui sont honnêtes et intelligentes et qui aiment pas qu'on se moque d'elles trop ouvertement, se désaffectionnent de la C.G.T. comme la journée du 30 novembre l'a prouvé clairement.

La presse qui s'appelle « ouvrière » abuse vraiment de la crédulité de ses lecteurs. Il y a des bornes à tout. Travestir les faits, quand ceux-ci ne sont pas aisément contrôlables, parce qu'ils se passent en Russie ou en Espagne, ce n'est pas très dangereux. Mais ratiociner sur l'évidence et adapter vaillamment l'actualité vivante, celle que chacun a pu prendre sur le vif, aux tristes nécessités d'une propagande politique, voilà une attitude qui doit nécessairement jouer de mauvais tours.

Certes, il faut de la liberté d'esprit et du courage pour reconnaître un échec, mais c'est toujours la conduite la plus habile.

Les dirigeants révolutionnaires nous font passer à ce condamné à mort qui,

la tête sous le couperet, faisait à ses amis de la pègre cette suprême recommandation : « N'avez jamais ! »

Sous la guillotine sèche de l'opinion, les conjurés de mercredi répètent eux aussi : « N'avez jamais ! »

Pour qui prennent-ils donc les Français ? Pour qui prennent-ils les travailleurs ?

Sans doute, on ne demande pas à M. Jouhaux d'avancer publiquement qu'il a commis une faute grave contre le prolétariat et contre le pays en livrant un organisme qui devait rester professionnel aux politiciens du socialisme et du communisme. On n'exige même pas de lui qu'il reconnaisse l'ingérence cent fois prouvée de l'étranger dans les affaires du syndicalisme français. On ne peut pas non plus le prier de constater loyalement l'influence des syndicats libéraux qui, en obéissant, le 30 novembre, à l'ordre de travailler donné par leurs dirigeants, ont fait preuve de loyalisme envers la République, de patriotisme et de clairvoyance.

Mais puisque, en se dressant contre la loi, le secrétaire général de la C.G.T. s'est fait donner des loisirs, nous lui conseillons d'en profiter pour faire une enquête sérieuse sur l'état d'esprit des travailleurs de chez nous. Il constatera ainsi certainement que les ouvriers français sont ennemis de toutes les dictatures, qu'ils veulent la paix sociale et qu'ils se refusent désormais à être brimés et exploités par les politiciens, les meneurs, les étrangers et tous les parasites qui vivent à leurs dépens.

Louis DARTOIS.

APRÈS LE DISCOURS DE M. M.-L. GÉRARD

## Situation stationnaire en Belgique

où le Roi cherche un terrain de conciliation

M. SPAAK

fera une déclaration au Parlement mardi prochain



(Ph. Trampus.) LE ROI LÉOPOLD III

Bruxelles, 2 décembre. — Nous avons dit hier, les raisons qui avaient provoqué la convocation urgente d'un Conseil de cabinet et les bruits de « crise ministérielle ». Officiellement, c'était la partie du discours du ministre des Finances relative à la loi sur l'assurance-chômage et à la liberté économique qui motivait la crise. Ce n'est pas la cause apparente. En fait, les paroles du ministre n'avaient provoqué, au Parlement lui-même, que quelques « mouvements en sens divers ». Et la bataille commença dans les couloirs quand furent commentées les paroles ministérielles, par ceux qui ne les avaient pas entendues, parce qu'il y avait à peine cinquante députés cordons d'un budget catastrophique et M. Max-Léo Gérard. Et ce fut la trainée de poudre.

Les journalistes parlementaires qui ne se doutaient de rien, tellement la séance de la Chambre était calme, furent alertés par leurs confrères des « couloirs », accourus aux nouvelles.

C'est ainsi que la crise débuta. En réalité, le discours du ministre des Finances s'explique. Il s'agit de la liberté économique. On le savait avant son discours, aucun des ministres n'ayant renoncé à ses opinions personnelles pour entrer dans le cabinet. Il serait le véritablement bloc et avait de véritables ne croyait pas que l'Etat fut constitué pour donner la provende à un nombre sans cesse croissant de citoyens. L'accord était général sur ce point. Il déclarait que si la nouvelle loi sur le chômage n'était pas votée pour le 1<sup>er</sup> janvier, c'est la loi actuelle avec participation financière des provinces et des communes qui continuerait à fonctionner. Il n'en pourrait être autrement.

De sorte qu'il faut chercher ailleurs la cause réelle de la crise. Et d'abord, la division entre catholiques. Celle-ci existe à l'état latent. Et si la droite faisait réellement bloc et avait de véritables chefs, la crise n'existerait pas, parce que c'est la droite qui conduirait le jeu. D'autre part, deux ministres catholiques, MM. Pholien et Heymans perdent de plus en plus la confiance de leurs amis politiques.

M. Dierckx, ministre libéral de l'Instruction publique, a été vivement critiqué à cause de certaines nominations. D'autre part, il s'est révélé comme un adversaire de l'organisation professionnelle, réclamée par plusieurs de ses collègues.

Inutile de rappeler la crise interne du parti socialiste et les difficultés incessantes qu'a rencontrées chez ses amis, le Premier ministre. Celui-ci enfin est apparu au gouvernement, non plus l'homme d'action qu'il était quand il

menait l'extrême-gauche dans la voie de la révolution, mais un temporisateur, un hésitant.

Tous ces symptômes devaient, à la longue, user un gouvernement. Le discours de M. Max-Léo Gérard n'a été que le prétexte de la crise.

(Lire la suite page 3.)

## M. von Ribbentrop arrivera à Paris mardi

Le même jour aura lieu la signature de l'accord franco-allemand

Paris, 2 décembre. — M. von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, arrivera à Paris, mardi matin et repartira jeudi. La signature de la déclaration franco-allemande aura lieu mardi après-midi à l'issue du déjeuner qu'offrira M. Daladier, président du Conseil, en l'honneur de M. von Ribbentrop. Au cours de l'après-midi, des conversations politiques auront lieu entre MM. von Ribbentrop, Daladier et Georges Bonnet. Le représentant du Reich et les ministres français recevront sans doute ensuite la presse.

M. von Ribbentrop sera, le soir, l'hôte à dîner au quai d'Orsay, de M. Georges Bonnet, Mercredi, le Comité Franco-Allemand donnera un déjeuner en l'honneur du ministre des Affaires étrangères du Reich. Enfin, un dîner à l'ambassade d'Allemagne sera suivi d'une réception.

La page de « Mein Kampf » hostile à la France sera-t-elle corrigée ?

La visite du ministre allemand fournira-t-elle l'occasion de faire subir une « correction historique » aux pages du livre du Führer : « Mon Combat », hostiles à la France ? D'après notre confrère « Paris-Sol », on le laisserait entendre dans les milieux bien informés « allemands ».

## L'arrivée à Paris du ministre de l'Air anglais



Le salut au drapeau français de M. KINGSLEY WOOD, ministre anglais de l'Air et de M. GUY LA CHAMBRE. Paris, 2 décembre. — Sir Kingsley Wood, ministre de l'Air de Grande-Bretagne, est arrivé à Paris à 14 h. 57 par la voie des airs. Il a visité les usines Hispano-Suiza et a été reçu ensuite par M. Guy La Chambre, ministre de l'Air. (Ph. Pagny.)